

Conférence ministérielle de l'OMC, Cancun, 10 -14 septembre 2003

Chroniques de Cancun 2003

du 10 au 14 septembre 2003

Par Michel Egger, Alliance Sud

Michel Egger était l'homme des oeuvres d'entraide suisses à Cancun. Au nom de la communauté de travail, il a suivi comme observateur les débats de la conférence ministérielle de l'OMC. Chaque jours il a écrit une petite chronique, publiées par les journaux "La Liberté" et "Le Courrier".

10 septembre 2003

Le geste d'Antigone

De Cancun, je n'ai connu pour l'heure que sa chaleur d'été, la désorganisation de son aéroport (mes bagages sont perdus), l'avenue des grands hôtels tard dans la nuit, jalonnée de checks points sécuritaires. Pourtant – décalage horaire oblige – il est temps d'écrire ce billet. Il ne me reste donc plus qu'à parler des mes états d'âme. A la veille du lever de rideau sur la 5e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), ils tiennent en trois mots : excitation, désillusion, nécessité.

Excitation d'abord, car c'est la première fois que je participe à ce genre de grand-messe, avec son désormais incontournable et quasi rituel contre-sommet parallèle. Les anti- et altermondialistes, qu'on appelle ici globalfobicos, débarquent en nombre. On attend pour demain plus de 100'000 paysans mexicains en colère, ruinés par les importations massives de maïs yankee à des prix de dumping, sous couvert de l'Accord de libre-échange nord-américain. Les manifs monstres qui se préparent vont-elles se dérouler pacifiquement ? Cancun sera-t-il un Seattle bis, comme l'a souhaité José Bové ? Les ministres parviendront-ils à sortir des blocages actuels, à jeter les bases d'un commerce mondial plus équilibré, sinon plus équitable ?

Sur ce dernier point, règne en moi une certaine désillusion. Le cycle lancé à Doha en novembre 2001 devait recentrer les négociations sur les priorités des pays en développement. Il n'en a rien été jusqu'ici. Et cela ne changera certainement pas à l'avenir. Le récent accord sur les médicaments essentiels, arraché de justesse pour conjurer l'échec annoncé de Cancun, ne laisse rien augurer de bon. C'est un fait : l'OMC ne marche pas à l'idéal et à la solidarité, mais aux luttes d'intérêts et aux rapports de force.

C'est justement par rapport à cela que la présence d'organisations de la société civile est nécessaire. Pour faire entendre d'autres voix que celles des élites au pouvoir, incarner une autre vision du monde que le catéchisme néo-libéral dominant, créer de la transparence dans des processus souvent très opaques, dire non aux chantages et violences dont sont victimes les plus faibles. Rien d'autre finalement que le geste toujours actuel d'Antigone, si bien exprimé par Henri Bauchau : « Dans le champ du malheur et de l'injustice, planter une objection. »

11 septembre 2003

Construire des ponts

Premiers pas dans le dédale, chauffé à blanc par le soleil et l'idéologie, de la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancun. Une journée passée à se faire identifier, badger, contrôler, mais aussi à trouver ses repères dans la ruche bourdonnante des 1135 organisations non gouvernementales (ONG) accréditées, et dans les montagnes de documents disséminés. Briefings, conférences de presse, ateliers, séminaires se succèdent et se chevauchent aux quatre coins de la ville.

Pour me mettre dans le bain, je choisis – salle 7 du centre des ONG – une table ronde organisée par Solidar et Global Network. Au coude à coude se trouvent des ONG des Philippines, d'Afrique du Sud et du Chili, une députée du Parlement européen, l'ambassadeur du Bangladesh et une négociatrice de la Commission européenne. Débat passionnant et roboratif avec, me semble-t-il, une vraie écoute de part et d'autre.

Ce débat est pour moi un signe d'espoir, même si la salle a été plongée dans le noir par une coupure d'électricité juste au moment où le délégué du Bangladesh a pris la parole (sic !). D'abord, les témoins du Sud ont posé avec force ce qui devrait être au fondement et au cœur de toute négociation : la réalité de la pauvreté subie par des milliards de gens, la souffrance des victimes d'un système profondément inique. Ensuite, tous ont reconnu la fausseté de l'équation néo-libérale : ouverture des marchés = croissance = développement. Pour que cela marche, un certain nombre de conditions sont nécessaires, en particulier un espace suffisant pour des politiques nationales différenciées. Or, la marge de manœuvre des pays en développement se réduit toujours plus, pris en étau qu'ils sont par des institutions comme le FMI et l'OMC.

Enfin, il est temps d'en finir avec une certaine forme d'antagonisme primaire entre globalisateurs et altermondialistes. Les premiers doivent sortir de leurs travers (condescendance et surdité), les seconds de leurs maladies d'enfance (manichéisme et diabolisation). Il faut créer des ponts, établir un vrai dialogue entre les salons diplomatiques climatisés et les forums – non moins climatisés □ de la société civile. C'est, à côté des manifs et des barbelés, ce qui est en train de se passer.

Oui, un vrai signe d'espoir.

12 septembre 2003

Le grand écart

Mercredi soir, la fête battait son plein à la Fair Trade Fair de Cancun, manifestation parallèle à la Conférence ministérielle de l'OMC, où les acteurs du commerce équitable exposent leurs produits et débattent de leurs problèmes. Il y avait du beau linge, le prix Nobel de la paix Rigoberta Menchu, la passionaria altermondialiste indienne Vandana Shiva, des ministres mexicain, allemand, canadien et sud-africain, la directrice de Max Havelaar Suisse. A l'évidence, un excellent coup de pub pour le commerce solidaire, astucieusement greffé sur un sommet qui offre une formidable caisse de résonance.

Le plus piquant cependant est que cette foire a pu voir le jour grâce au soutien du secrétariat d'État à l'économie (seco), l'office qui dirige les négociations commerciales pour la Suisse. Or, l'OMC est « le miroir inversé du commerce équitable, sa fossoyeuse, a martelé Vandana Shiva. Elle engraisse les multinationales et tue les petits paysans, comme l'a rappelé tragiquement aujourd'hui le militant coréen, qui s'est suicidé sur les barricades. »

Alors, contradiction ? Les responsables du seco n'en voient pas. Le commerce équitable est du domaine de l'économie privée et doit le rester, la politique à l'OMC une affaire gouvernementale. Les deux sont complémentaires, car ils visent finalement la même chose : la meilleure intégration des producteurs du Sud dans le commerce mondial. Cqfd.

Personnellement, j'ai quand même de la peine à voir la cohérence de cette politique. D'autant plus que les positions de la Suisse à l'OMC ne concordent de loin pas toujours avec les objectifs et l'esprit du commerce équitable. A preuve, le décevant et très helvético-centrique discours du conseiller fédéral Joseph Deiss à l'ouverture du Sommet. Pas un mot en effet sur la « boîte du développement » ou la protection de produits agricoles stratégiques pour les pays du Sud, à peine une phrase très vague à propos de l'initiative des pays africains sur le coton.

Protectionnisme dans le domaine agricole, néo-libéralisme en matière d'investissements et de biens industriels, solidarité par la promotion du commerce équitable. A chacun son sucre, plus ou moins gros selon les intérêts en jeu. Cela s'appelle une stratégie « win-win » en marketing, du pragmatisme opportuniste en politique.

13 septembre 2003

Le Sud en force

Groupes de travail, points de presse, tractations bilatérales, intrigues de corridor et déclarations tous azimuts. Au Centre de convention de Cancun, la fièvre monte un peu plus chaque jour, les bras de fer entre négociateurs se durcissent. La nouveauté, dans ce Sommet de l'Organisation mondiale du commerce, c'est le front uni et la fronde des pays du Sud. Qui défient avec toujours plus de force les grandes puissances, les Etats-Unis et l'Union européenne.

Il y a d'abord eu l'initiative sur le coton des quatre pays d'Afrique de l'Ouest. Puis l'offensive du G21 – 21 pays en développement emmenés par le Brésil, l'Inde et la Chine – sur les tarifs et subventions agricoles. Depuis jeudi, il y a un G16 (représentant une septantaine d'Etats) sur les investissements, thème crucial pour les pays développés et leurs multinationales.

Il fallait voir la conférence de presse de ce nouveau groupe dans une salle bondée à craquer et crépitante de flashes. La ministre du commerce de la Malaisie, qui menait les débats tambour battant, a tonné : « Nous refusons d'entamer des négociations sur les investissements. Nous ne sommes pas prêts. Le consensus requis n'existe pas. Il faut continuer les travaux de clarification. Et cette fois-ci, nous ne nous laisserons pas amadouer par des sucreries dans les couloirs. Pas question non plus d'utiliser les investissements comme monnaie d'échange. Il faut sortir de cette logique du donnant-donnant, traiter chaque dossier pour lui-même. »

Et toc ! Un coup dur pour l'Union européenne et la Suisse, principaux promoteurs d'un accord sur les investissements à l'OMC. Un coup de fouet en revanche pour les ONG qui se battent depuis des mois contre ce projet. La fougue et la détermination de ces pays étaient impressionnantes. Elles rendaient encore plus falote et pathétique la conférence de presse du matin où neuf pays – dont la Suisse, le Japon, la Corée, l'Islande et le Liechtenstein – ont plaidé pour la protection de leurs paysans.

Toute la question est maintenant de savoir si ces blocs du Sud vont tenir jusqu'au bout, si les pays qui les constituent vont résister aux pressions et chantages divers de

l'administration Bush et de la Commission européenne. Les grandes manœuvres battent leur plein.

15 septembre 2003

Monstre froid

On les appelle à Cancun l'Internationale des cloportes. Son fondateur et président est le conseiller fédéral Joseph Deiss. Elle regroupe dix Etats qui, tels les cloportes, se regroupent dans l'ombre : la Suisse, la Bulgarie, la Corée, l'Islande, Israël, l'île Maurice, le Japon, le Liechtenstein, la Norvège et Taïwan. Des pays sans grand poids, pour la plupart importateurs nets de produits agricoles, soucieux de préserver leur paysannerie très protégée.

L'autre jour, Joseph Deiss a présenté à la presse leurs revendications : « Nous avons déjà fait de grosses concessions en disant oui à un élément d'harmonisation via une formule suisse pour certains tarifs. Nous ne pouvons cependant accepter l'introduction de contingents tarifaires additionnels dans la première tranche de réductions soumises à la formule de l'Uruguay round, ni la fixation d'un plafond qui reviendrait de facto à donner un effet harmonisant à la formule mixte péniblement négociée. » Redites-le-me-le...

Alliances à géométrie variable selon les intérêts, langage technique abscons, mais aussi foi dans le dogme néo-libéral et principe du donnant-donnant qui exclut toute gratuité et générosité. Telles sont les « lois » d'airain qui régissent l'Organisation mondiale du commerce.

Assister à une Conférence ministérielle, c'est être parachuté sur une autre planète. Un monde en soi barricadé et sécurisé à mort, coupé de la réalité. « Le problème ici, déclarait vendredi la ministre indonésienne, c'est que la grande majorité des négociateurs des pays développés n'ont pas conscience des effets de leurs décisions, ni jamais vu à quoi ressemble l'existence de petits paysans ruinés par la libéralisation des marchés. »

Ce qui se joue dans les querelles byzantines sur des formules, les jeux d'alliances et les durs marchandages, c'est bien la vie ou la mort de millions de personnes. Tant qu'elle n'aura pas compris cela, mis la personne au centre – avec ses droits fondamentaux et ses besoins essentiels – l'OMC restera un monstre froid, injuste et bloqué de toutes parts.
